

1983/5. Augmentation du nombre des membres de la Commission des stupéfiants

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1663 (LII) du 1^{er} juin 1972, qui a fixé la composition actuelle de la Commission des stupéfiants,

Notant que, depuis sa cinquante-deuxième session, le problème mondial du trafic et de l'utilisation des stupéfiants a pris les proportions d'une crise,

Prenant en considération la gravité de ce problème, la nécessité d'une coopération internationale généralisée pour la recherche de solutions et l'intérêt qu'ont les Etats à contribuer aux efforts faits pour parvenir à des solutions,

Décide de porter à quarante le nombre des membres de la Commission des stupéfiants à partir du 1^{er} janvier 1984, en tenant compte des critères particuliers applicables au choix des membres de ladite Commission et en maintenant le pourcentage actuel.

*11^e séance plénière
24 mai 1983*

1983/6. Conférence internationale sur la population, 1984

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 1981/87 du 25 novembre 1981, 1982/7 du 30 avril 1982 et 1982/42 du 27 juillet 1982,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général de la Conférence sur les préparatifs de la Conférence internationale sur la population de 1984¹⁰ et de la déclaration qu'il a faite devant le Premier Comité (économique) à sa 6^e séance, le 16 mai 1983;

2. *Décide* de convoquer à Mexico, du 6 au 13 août 1984, la Conférence internationale sur la population, qui se réunira en séance plénière et en grande commission;

3. *Prie* le Secrétaire général d'inviter :

a) Tous les Etats à participer à la Conférence;

b) Les représentants d'organisations qui ont reçu de l'Assemblée générale une invitation permanente à participer en tant qu'observateurs aux sessions et aux travaux de toutes les conférences internationales convoquées sous les auspices de l'Assemblée générale à participer à la Conférence en cette qualité, conformément aux résolutions 3237 (XXIX) et 31/152 de l'Assemblée générale, en date des 22 novembre 1974 et 20 décembre 1976;

c) Les représentants des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine dans sa région à participer à la Conférence en qualité d'observateurs, conformément à la résolution 3280 (XXIX) de l'Assemblée générale, en date du 10 décembre 1974;

d) Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie à participer à la Conférence, conformément au paragraphe 3 de la résolution 32/9 E de l'Assemblée générale, en date du 4 novembre 1977;

e) Les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que les autres organismes intéressés des Nations Unies à se faire représenter à la Conférence;

f) Les organisations intergouvernementales intéressées à se faire représenter à la Conférence par des observateurs;

g) Les organisations non gouvernementales intéressées dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social à se faire représenter à la Conférence par des observateurs;

h) D'autres organisations non gouvernementales intéressées qui peuvent avoir une contribution propre à apporter aux travaux de la Conférence à s'y faire représenter par des observateurs;

4. *Prie* le Secrétaire général de prendre, dans les limites des ressources allouées à la Conférence dans le budget ordinaire et des ressources extra-budgétaires disponibles, les dispositions suivantes :

a) Convoquer le 5 août 1984 des consultations préalables sur les questions d'organisation de la Conférence;

b) Fournir les services nécessaires pour deux séances plénières et deux séances de la grande commission par jour et, si nécessaire, pour des séances plénières du soir, ainsi que pour la prolongation éventuelle d'un jour de la durée de la Conférence;

5. *Décide* que la Commission de la population, lorsqu'elle se réunit en tant que Comité préparatoire de la Conférence, doit se consacrer essentiellement à l'examen et à l'évaluation du Plan d'action mondial sur la population¹¹ et à la formulation de recommandations spécifiques pour la Conférence concernant la poursuite de l'exécution du Plan d'action;

6. *Prie* le Secrétaire général de la Conférence, vu la nécessité de préparer soigneusement la Conférence, de faire distribuer rapidement la documentation pour le Comité préparatoire de la Conférence, et notamment les deux documents de base concernant l'examen et l'évaluation du Plan mondial sur la population et les recommandations à la Conférence concernant la poursuite de l'exécution dudit Plan d'action, ainsi que les conclusions des travaux des quatre groupes d'experts;

7. *Recommande* que l'Assemblée générale approuve, à sa trente-huitième session, les ressources demandées pour la Conférence au titre du budget ordinaire, conformément au paragraphe 5 de la résolution 1982/42 du Conseil, et invite le Secrétaire général de la Conférence à poursuivre ses efforts en vue de réunir des ressources extra-budgétaires pour la Conférence.

*14^e séance plénière
26 mai 1983*

1983/7. Travaux du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 468 G (XV) du 15 avril 1953, 645 G (XXIII) du 26 avril 1957, 994 (XXXVI) du

¹⁰ E/1983/24.

¹¹ Rapport de la Conférence mondiale des Nations Unies sur la population, Bucarest, 19-30 août 1974 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.XIII.3), chap. I^{er}.

16 décembre 1963, 1110 (XL) du 7 mars 1966, 1488 (XLVIII) du 22 mai 1970, 1744 (LIV) du 4 mai 1973, 1973 (LIX) et 1974 (LIX) du 30 juillet 1975, 2050 (LXII) du 5 mai 1977, 1979/42 du 11 mai 1979 et 1981/3 du 4 mai 1981,

Reconnaissant l'importance des travaux du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses sur l'harmonisation des codes et règlements ayant trait au transport des marchandises dangereuses,

Conscient de la nécessité de maintenir en tout temps des normes de sécurité et de faciliter les échanges, ainsi que de l'importance de cette action pour les diverses organisations chargées de la réglementation des différents modes de transport, tout en tenant compte du souci croissant de protéger les personnes et les biens, en assurant la sécurité du transport des marchandises dangereuses,

Notant l'accroissement du volume des marchandises dangereuses entrant dans le commerce international et l'essor rapide de la technologie et de l'innovation,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur les travaux du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses¹²,

1. *Prend note avec satisfaction des travaux du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses et des recommandations contenues dans son rapport au sujet de l'inscription sur la liste, la classification, l'emballage et l'étiquetage de produits existants et nouveaux et d'autres mesures propres à assurer la sécurité pendant le transport¹³;*

2. *Prend note du fait que les institutions spécialisées et autres organisations internationales ainsi que les Etats Membres accordent une importance et une confiance croissantes aux travaux du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses, dont ils adoptent de plus en plus les recommandations comme principes directeurs de leurs propres recommandations et règlements, en vue d'harmoniser, à l'échelon international, les diverses législations;*

3. *Prie le Secrétaire général, à la lumière du contenu du rapport du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses :*

a) *D'incorporer dans un nouveau texte toutes les recommandations nouvelles et modifiées faites par le Comité d'experts à sa douzième session, ainsi que tous changements à apporter en conséquence aux recommandations existantes;*

b) *De publier dans les plus brefs délais, dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies et de la manière la plus rentable, le texte révisé des recommandations du Comité d'experts qui en résultera, conformément à la proposition figurant dans le rapport du Comité;*

c) *De distribuer le texte de ces recommandations dès que possible aux gouvernements des Etats Membres, aux institutions spécialisées, à l'Agence internationale de l'énergie atomique et aux autres organisations internationales concernées;*

d) *De procéder, dans la limite des ressources disponibles et en vue de maintenir la qualité des travaux au niveau requis, à l'augmentation des effectifs demandée par le Comité¹⁴ pour l'unité administrative du secrétariat assurant le service de la Commission économique pour l'Europe et du Conseil économique et social dans leurs travaux sur le transport des marchandises dangereuses;*

4. *Prie le Secrétaire général d'examiner toutes les incidences des propositions tendant à élargir la composition du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses, notamment en permettant à des observateurs de devenir membres à part entière du Comité eu égard à leur participation active à ses travaux pendant une période continue, et à élargir en même temps la base de décision du Comité en diversifiant la représentation géographique, et de présenter un rapport sur la question au Conseil;*

5. *Invite tous les gouvernements, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les autres organisations internationales concernées à communiquer au Secrétaire général leurs commentaires éventuels sur les recommandations ainsi modifiées;*

6. *Invite tous les gouvernements et les organisations internationales concernées à tenir compte des recommandations du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses dans l'élaboration des codes et règlements appropriés.*

*14^e séance plénière
26 mai 1983*

1983/8. Situation sociale dans le monde

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 37/54 de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 1982, relative à la situation sociale dans le monde,

Ayant examiné le rapport de la Commission du développement social sur sa vingt-huitième session¹⁵,

1. *Fait siennes les conclusions de la Commission du développement social sur le Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1982¹⁶, qui sont annexées à la présente résolution;*

2. *Transmet ces conclusions à l'Assemblée générale pour que celle-ci les examine.*

*14^e séance plénière
26 mai 1983*

ANNEXE

Conclusions de la Commission du développement social sur le Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1982

1. La Commission du développement social constate que, depuis quelques années, la situation sociale se détériore. Les bons résultats obtenus dans certaines régions et dans certains pays, ou dans certains secteurs du développement social, ne contredisent pas ce fait. La détérioration générale touche particulièrement les pays en dévelop-

¹² E/1983/25.

¹³ *Ibid.*, sect. V.

¹⁴ Un administrateur auxiliaire et un agent des services généraux.

¹⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, 1983. Supplément n° 4 (E/1983/14).

¹⁶ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.82.IV.2 et Corr.1 et 2.